

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Département d'Indre-et-Loire  
Commune de Vouvray

**ARRÊTÉ**

N° 2025 - 020 du 13 février 2025.

**Objet** : Permission de voirie pour déploiement de la fibre optique rue de Montauran pour le compte de FREE.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L113-2, L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

Vu le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Vu la demande de permission de voirie présentée par SOGETREL (49070 ST LEGER DE LINIERES) pour le compte de FREE le 10 février 2025,

Considérant la nécessité de définir les modalités d'occupation du domaine public,

**ARRÊTE****Article 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter des travaux de pose de chambres de tirage L2T et L2C et de pose de 3 PVC 42/45 nécessitant 235.5 mètres linéaires de génie civil, aux fins de déploiement de la fibre optique dans la rue de Montauran, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

Avant d'entreprendre les travaux sous chaussée et sous accotements, le bénéficiaire devra se renseigner auprès de l'ensemble des concessionnaires exploitants de réseaux afin de connaître l'existence d'ouvrages à proximité de son projet.

Pour les travaux liés à la mise en place de ses installations, le bénéficiaire devra respecter les règles de l'art et la réglementation en vigueur.

Dans le cas d'accotement stabilisé un revêtement de surface devra être mis en place de manière identique à ce qui existait auparavant.

Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

### Article 3 – Arrêté de circulation / Ouverture de chantier

Si les travaux doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation, la demande devra être adressée au Maire au moins 15 jours avant le début des travaux.

Les travaux sont autorisés à compter du 10 mars 2025 et devront être réalisés dans les 120 jours qui suivent.

### Article 4 - Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur le domaine public, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 15 ans à compter du 10 mars 2025.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera transmise à l'entreprise SOGETREL.

Fait à Vouvray, le 13 février 2025.



Le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Brigitte Pineau".

Brigitte PINEAU

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de la date de notification pour le bénéficiaire et à compter de la publication pour les tiers. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté certifié exécutoire compte tenu de :

- sa notification et son affichage le : 13 février 2025